



En direct du terrain

# QUAND LA JUSTICE RÉPARATRICE PASSE PAR LE JEU

Responsabiliser les jeunes en conflit avec la loi sans pénaliser leur avenir, les réconcilier avec eux-mêmes et avec la société, voilà tout l'enjeu de la justice réparatrice que défend avec succès le BICE à travers son programme *Enfance sans barreaux* (EsB).

« Aucune mère ne veut voir son fils finir en prison ». Ces mots prononcés avec émotion dans le cadre d'un reportage<sup>1</sup> sur la Congrégation des Religieux Tertiaires Capucins, notre partenaire en Colombie, disent bien tout l'enjeu de la justice réparatrice que défend le BICE. Comme son nom l'indique, la justice réparatrice vise à permettre au jeune qui a commis un délit de réparer son acte et d'en mesurer les conséquences pour sa victime et la société. En collaboration étroite avec la justice colombienne, notre partenaire a développé de nombreux outils pour accompagner les jeunes dans ce processus de réparation.



Au centre, les jeunes participent à des sessions de jeux et d'échanges avec les éducateurs.

## Un jeu de « Qui suis-je ? » très instructif

« L'approche par le jeu aide les adolescents à canaliser leur stress, à libérer leurs peurs et leur insécurité, à exprimer leurs émotions, explique Diana Herreño Bustos, pédagogue et coordinatrice du programme EsB en Colombie. Cela permet aussi de mettre en scène des situations de conflits possibles et de vérifier la conception que chacun se fait de valeurs comme la solidarité, le respect, l'entraide... La finalité du jeu n'est pas de gagner, mais de comprendre en quoi ces valeurs favorisent un meilleur vivre ensemble. » Ces jeux, déclinés à partir de jeux bien connus des enfants et des adolescents, se pratiquent aussi avec les familles et les acteurs de la justice. Parmi eux, le fameux 'Qui suis-je ?', où le joueur doit deviner, grâce aux gestes de ses pairs, le mot collé sur son front. Une occasion de revoir certaines idées reçues, par exemple quand les enfants miment des coups de feu pour le mot police ou des barreaux pour celui de justice.

## Une idée qui « s'exporte » en Afrique

En Colombie, les tribunaux des mineurs saisissent de plus en plus l'importance d'appliquer une justice réparatrice. De

nombreux enfants peuvent ainsi purger leur peine dans l'un des centres créés par notre partenaire, des lieux ouverts où ils apprennent à reprendre confiance en eux, en leur famille et en la société. C'est là qu'ont été expérimentés ces jeux qui aujourd'hui « s'exportent » grâce à l'intervention de Diana au séminaire régional du BICE au Togo. « Chez nous, raconte Eric Memel Digbe, coordinateur EsB pour notre partenaire ivoirien DDE-CI<sup>2</sup>, la justice réparatrice est une approche très nouvelle. Depuis 2018, elle a été intégrée au code de procédure pénale, mais les mises en œuvre concrètes tardent à venir. Ces jeux, notamment le 'Qui suis-je ?', vont nous aider à en redéfinir les principaux concepts. Ils vont aussi permettre aux juges et aux policiers, par exemple, de voir comment ils sont perçus par les enfants et peut-être de revoir leur approche. »

## Aller plus loin avec le soutien du BICE

« J'invite mes collègues africains à développer leurs propres outils pour aider les acteurs à se remettre en question, précise Diana. Les jeux ne sont finalement qu'un prétexte pour réunir les gens autour de la



notion de justice réparatrice et pour apprendre à se respecter les uns les autres. » C'est bien l'intention de nos partenaires de Côte d'Ivoire, du Mali, du Togo et de RDC qui ont été enthousiasmés par ces outils. « Certains jeux devront être adaptés car les enfants que nous accompagnons sont rarement alphabétisés, constate Eric Memel Digbe. Nous allons aussi travailler à partir de jeux bien connus ici, comme l'Awalé, qui se joue avec de petits cailloux. Le BICE nous soutient dans notre réflexion. Cette approche, très innovante, va bénéficier à tous : enfants, mais aussi acteurs de la justice, éducateurs et familles. » Rendez-vous est déjà pris pour février, où les jeux adaptés et fabriqués en Afrique seront distribués à chaque partenaire, à l'occasion de la formation sur la résilience assistée pour les enfants en conflit avec la loi.

1- Reportage KTO

2- Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire



En direct du terrain

## ENFANTS DÉTENUS EN CÔTE D'IVOIRE EN TEMPS DE COVID-19 : QUELLES SOLUTIONS ?

Que vivent les enfants privés de liberté en période de pandémie ? EDP a pu s'entretenir avec deux jeunes placés au Centre d'Observation des Mineurs d'Abidjan. Si la période a été très dure pour eux, elle a permis des avancées.

➤ C'est dans les locaux de *Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire* (DDE-CI), notre partenaire du programme « Enfance sans Barreaux » (EsB), que nous avons rendez-vous en visio-conférence avec deux jeunes placés il y a encore peu au Centre d'Observation des Mineurs (COM) de la prison d'Abidjan. En les attendant, le chargé de programme EsB de DDE-CI, Éric Memel, fait le point sur la période. « Les écoles étant fermées, beaucoup d'enfants se sont retrouvés livrés à eux-mêmes et ont commis des infractions. Les uns ont volé de quoi manger, d'autres ont été surpris dehors au moment du couvre-feu. Vu qu'au COM, les enfants vivent jusqu'à 17 par cellule, nous avons tout fait pour éviter qu'ils soient enfermés, en proposant des mesures réparatrices, comme des tâches de ménage au commissariat. »

### « La porte de sortie pour les enfants, ce sont les parents »

Avec son équipe, Éric a œuvré sans relâche pour que des enfants soient libérés de façon anticipée. « La porte de sortie pour eux, ce sont les parents. Pour les retrouver, nous enquêtons dans les quartiers. » C'est ainsi que le timide Audrès a retrouvé la liberté : « Ce sont les gardes qui m'ont prévenu. Je ne savais pas comment exprimer ma joie. Je leur ai dit que jamais je ne reviendrai ici. Maintenant, j'ai envie de reprendre mes études. » Reprendre ses études, c'est aussi le désir que nous confie Désiré, tout sourire dans l'image un peu brouillée du téléphone. La période du confinement a été dure : « Avant, on faisait du sport, des activités, nos parents venaient nous voir. Quand les visites ont été interdites, on n'avait que très rarement le téléphone pour savoir comment la famille allait. Et puis on avait peur que les nouveaux amènent la maladie. » Si l'épidémie n'a pas touché le COM, les nouvelles conditions



Pendant le confinement et à titre de prévention, DDE-CI a accueilli dans son centre des enfants en situation de rue et réalisé avec eux des ateliers résilience.

de détention – confinement dans une cellule étroite et surpeuplée, sans aucun contact avec l'extérieur – ont marqué. « Heureusement, raconte Désiré, il y avait des romans et des jeux. On faisait aussi des concours de pompes. Côté nourriture, on était obligé de se contenter de ce qu'il y avait : peu et de mauvaise qualité, mais avec de l'eau, ça passe. »

### Développer les mesures alternatives à l'enfermement

« Le COM manque de tout en temps normal, confirme Éric. Avec la pandémie, la situation est encore plus critique. » L'occasion, estime-t-il, de relancer le plaidoyer. « Nous demandons depuis 2014 que le centre soit délocalisé hors de la prison. La promiscuité avec les détenus adultes, la drogue qui circule, ce n'est pas une bonne chose. Les enfants qui y sont détenus sont stigmatisés. Les ONG ont beaucoup fait pour améliorer les conditions de détention, mais les autorités se reposent trop sur leur aide. Nous devons nous désengager sur certains plans et travailler davantage à ce que les mesures alternatives à l'emprisonnement soient privilégiées, comme celles expérimentées pendant le confinement. Nous

sommes en train d'établir un répertoire des services susceptibles d'accueillir les enfants pour des travaux d'intérêt général. »

### « Merci de penser à nous »

La période a permis également de rapprocher les parents de DDE-CI se réjouit Éric. « Inquiets et sans contact avec leurs enfants, ils viennent d'eux-mêmes. Et comme en ce moment nous ne pouvons pas faire d'activités au COM, nous avons plus de temps pour des séances de guidance parentale avec eux. » Une des mamans arrive justement avec une petite dans les bras. Son aîné a cassé une boutique avec d'autres jeunes pendant le couvre-feu. Malgré la tentative de trouver une solution à l'amiable, la commerçante a appelé la police. DDE-CI lui apporte un peu de réconfort. « Ici on nous donne des conseils sur la façon d'élever nos enfants et on nous accompagne au parquet pour avoir des nouvelles de notre fils. » Un fils qui ne demande certainement qu'à se racheter, tout comme Désiré et Audrès. Qu'on s'intéresse à eux les touche. « Merci de penser à nous que l'on voit comme des mauvaises personnes, nous disent-ils, et de nous aider à changer. »



### Avec vous demain

## EN COLOMBIE, UN PROJET INNOVANT DE RÉINSERTION POUR LES ADOLESCENTS EN CONFLIT AVEC LA LOI

Ce projet pilote fait le pari d'une vraie autonomie financière pour les adolescents du programme « Enfance sans Barreaux » en Colombie. Il bénéficie de l'ancrage de notre partenaire dans le tissu entrepreneurial du pays et du soutien du BICE et de l'Agence française de développement.

Partout dans le monde, la pandémie fait peser sur les plus vulnérables, et donc les enfants, des risques accrus d'insécurité, de précarité, de faim et de violence. C'est ce qui a motivé le BICE à déployer des moyens spéciaux pour soutenir une initiative conçue par son partenaire. La *Congrégation des Tertiaires Capucins (RTC)* qui met en œuvre notre programme *Enfance sans Barreaux (EsB)* en Colombie a ainsi voulu lancer un projet pilote ambitieux et enthousiasmant. Son objet ? Permettre aux adolescents accompagnés dans un chemin de justice réparatrice de développer une activité génératrice de revenus dans la durée. « L'idée d'appuyer leur insertion dans le monde du travail n'est pas nouvelle, précise Alessandra Aula, Secrétaire générale du BICE. Notre partenaire leur proposait déjà des ateliers professionnels, notamment dans l'artisanat, afin de faciliter leur réinsertion et de prévenir la récidive. Des travaux étaient ainsi réalisés dans 14 métiers différents : menuiserie, cuisine, fabrication de bijoux, couture... Mais, désormais, il s'agit d'aller beaucoup plus loin. »

### Une vraie démarche entrepreneuriale

Avec le projet pilote qui se met en place en ce début d'année, **140 jeunes gens entre 16 et 22 ans seront accompagnés pour acquérir leur autonomie financière**. La première étape sera théorique : présentation des différents métiers, découverte de l'entreprise, analyse de marché pour identifier les besoins et tester la viabilité des projets, formation aux outils du marketing digital. Des entreprises solidaires, proches de notre partenaire, s'impliqueront dès cette étape à l'issue de laquelle chaque jeune décidera de l'objet de son activité. Certains effectueront des stages professionnels, d'autres continueront leur spécialisation, et environ 35 lance-



Exposition des créations artisanales réalisées par les jeunes.

ront directement leur entreprise. Celle-ci se concrétisera par une inscription au registre du commerce et un suivi rapproché de notre partenaire.

### Reconquérir sa place dans la société

Pour ces jeunes qui ont eu affaire à la justice, **repandre confiance et susciter la confiance est capital**. Notre partenaire prévoit donc également tout un travail de sensibilisation des communautés pour faire reconnaître ces petites entreprises et montrer que leurs jeunes responsables sont à même d'apporter un service et un savoir-faire. « Ce projet pilote va au-delà du concept, certes très important, de justice réparatrice, précise Alessandra Aula. Nous espérons que les bénéficiaires s'y impliqueront, afin que nous puissions le consolider l'année suivante et former ainsi d'autres jeunes. » Dans le cadre du programme EsB, les RTC s'occupent chaque

### ÉQUIVALENCE

**124 € =**

une formation de  
60 heures en boulangerie  
pour 10 adolescents

année d'environ 500 enfants en conflit avec la loi. Le projet pilote concerne donc un nombre significatif d'entre eux. « La plupart ont vécu des situations familiales très difficiles, ont été déscolarisés, certains sont tombés dans la drogue. Si déjà 50 % de ces jeunes acquièrent leur autonomie financière, ce sera magnifique ! J'ai bon espoir que nous y parvenions. La Congrégation existe depuis cent ans, elle est fortement ancrée dans la communauté, et peut compter sur tout un réseau d'artisans et d'acteurs économiques qui s'intéressent au projet et seront prêts à prendre les jeunes en stage. C'est vraiment une initiative remarquable ! »

**Merci d'avance de soutenir ces jeunes et ce projet plein d'avenir.**